

« Les erreurs de jugement » de la guerre en Afghanistan

Le Monde du 5 juin 011

Le diplomate britannique Sherard Cowper-Coles critique les choix des Etats-Unis

Sir Sherard Cowper-Coles a été ambassadeur britannique à Kaboul de 2007 à 2009 avant d'occuper, jusqu'en 2010, les fonctions de représentant spécial pour l'Afghanistan et le Pakistan auprès du ministre des affaires étrangères de son pays. Il vient de publier un ouvrage, *Cables from Kabul* (pas encore traduit), qui fait le récit de son travail de diplomate dans cette période agitée et livre, sans détour, son analyse sur l'engagement international dans la région. Que gardera l'histoire de cette intervention américaine soutenue par l'OTAN en Afghanistan ?

L'histoire retiendra une affaire de vengeance et des erreurs de jugement. La guerre contre Al-Qaida s'est transformée en volonté de reconstruire un Etat et de stabiliser l'une des régions les plus complexes de la planète. Cette guerre va accentuer le déclin relatif des Etats-Unis, notamment aux yeux des populations musulmanes. L'effet sera similaire à celui produit sur l'image de la France et de la Grande-Bretagne après leur intervention militaire avortée à Suez, en 1956.

L'intervention en Afghanistan illustre-t-elle la faiblesse du pouvoir politique face aux militaires dans nos démocraties ?

Pour nos démocraties, c'est surtout la victoire de la tactique sur la stratégie, la prise en compte de considérations politiques nationales, la volonté des armées d'accroître leurs moyens et leur influence, une démarche solidaire vis-à-vis des Etats-Unis après le 11-Septembre. Pour nous, Britanniques, l'intervention dans ce pays a une très lourde signification. Nous y avons perdu trois guerres et l'ancien premier ministre Harold Macmillan avait dit : "*N'envahissez jamais l'Afghanistan !*"

Les décisions prises par nos nations dépendent de la capacité du dirigeant politique à ne pas se laisser impressionner par les militaires. Pour ma part, au début, j'étais favorable à cette intervention en Afghanistan, mais j'ai évolué et changé d'avis. La tâche que nous nous sommes assignée était impossible à accomplir.

L'arrivée, en 2010, du général américain David Petraeus à la tête de la coalition en Afghanistan est-elle une chance pour la paix ?

Le problème afghan ne relève pas, en premier lieu, de questions d'organisation interne à la coalition militaire de l'OTAN ou de leadership. Ce qui se passe en Afghanistan n'est pas qu'une guerre et, s'il ne s'agissait que d'efficacité militaire, cette crise serait terminée depuis longtemps. Il s'agit, avant tout, de trouver une solution politique.

Selon moi, le général Petraeus incarne l'erreur stratégique commise dans ce pays depuis des années. Qu'y a-t-il de nouveau depuis qu'il est aux manettes ? Une augmentation du niveau de violence et un formidable accroissement du nombre d'opérations des forces spéciales pour tuer des talibans. Il affaiblit les chances de sortie politique en tuant des commandants talibans avec qui on devrait parler. On ne fait que retarder la résolution du problème.

La stratégie américaine est-elle aussi erronée au Pakistan, à vos yeux, qu'en Afghanistan ?

Au Pakistan, les responsables politiques et militaires américains me paraissent avoir mieux cerné les enjeux et adapté leur stratégie en conséquence. Washington persiste à vouloir travailler avec les autorités pakistanaises en dépit des nombreuses difficultés que peut éprouver Washington dans sa relation avec Islamabad. Il est plus compliqué de saisir un pays comme le Pakistan, mais une chose paraît évidente : le vrai ennemi dans la région, c'est Al-Qaida sur le territoire pakistanais et non les talibans afghans. C'est pour cette raison qu'il me semble contre-productif que les Etats-Unis dépensent 130 milliards de dollars par an (88,8 milliards d'euros) en Afghanistan et seulement 5 milliards par an au Pakistan.

Que faudrait-il pour trouver une issue à la guerre afghane ? A court terme, il faudrait tout d'abord que la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, s'investisse pleinement dans un règlement politique et donne des instructions très claires à cet effet. Les Etats-Unis doivent être l'élément fédérateur d'un quatuor comprenant les Afghans, les Pakistanais et les talibans.

Il faudrait faire baisser la pression militaire à l'approche du ramadan, qui débute fin juillet. Ce serait un signe important envoyé aux Afghans et aux insurgés. Je ne plaide pas pour un retrait militaire immédiat. Je pense qu'un départ brutal entraînerait le chaos, et le vide serait comblé par des personnes et des intérêts liés au narcotrafic. C'est pour cette raison qu'il faut que l'OTAN reste dans cette zone sous forme de mission de formation et d'encadrement et qu'un soutien financier massif sous forme d'aide au développement perdure pendant les cinquante prochaines années.

Propos recueillis par Jacques Follorou